



SUPPLÉMENT AU BULLETIN SUR LES VALEURS MOBILIERES
DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS

2005-07-29 Vol. 2 n° 30

Avis 52-310 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières
relatif à l'échéancier proposé pour le Projet de
Règlement 52-111 sur les rapports sur le contrôle
interne à l'égard de l'information financière

et

l'Instruction générale relative au Règlement 52-111 sur
les rapports sur le contrôle interne à l'égard
de l'information financière

Avis 52-310 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières

relatif à l'échéancier proposé pour le

Projet de Règlement 52-111 sur les rapports sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière et l'Instruction générale relative au Règlement 52-111 sur les rapports sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le 4 février 2005, les membres des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« nous ») de chacun des territoires du Canada, sauf la Colombie-Britannique, ont publié aux fins de consultation un projet de règlement concernant les rapports sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « règlement sur le contrôle interne »)¹.

La période de consultation a pris fin le 30 juin 2005.

Échéancier proposé

En vertu du règlement sur le contrôle interne, dans sa version publiée aux fins de consultation, l'entrée en vigueur des obligations d'information sur le contrôle interne serait échelonnée sur une période de quatre ans. Ces obligations devaient commencer à s'appliquer aux exercices se terminant le 30 juin 2006 ou à une date ultérieure.

Nous proposons de prolonger l'échéancier du projet sur le contrôle interne :

- pour disposer du temps nécessaire pour évaluer les répercussions possibles sur le règlement sur le contrôle interne des événements récents aux États-Unis, exposées ci-dessous;
- pour examiner le grand nombre de commentaires reçus sur le règlement sur le contrôle interne;
- pour donner suite aux préoccupations des émetteurs et de leurs conseillers au sujet de l'échéancier proposé.

Par conséquent, un règlement sur les rapports sur le contrôle interne s'appliquerait, au plus tôt, pour les exercices se terminant le 30 juin 2007 ou à une date ultérieure. Nous continuerons à informer les participants au marché de l'évolution du projet et de l'échéancier.

Contexte

Obligations d'information proposées sur le contrôle interne

Dans sa version publiée aux fins de consultation, le règlement sur le contrôle interne comporte des obligations sensiblement analogues à celles des règles mettant en œuvre l'article 404 du *Sarbanes-Oxley Act of 2002* (les « règles mettant en œuvre l'article 404 »).

En vertu du règlement sur le contrôle interne, la direction de l'émetteur serait tenue d'évaluer l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de l'émetteur en fonction d'un cadre de contrôle convenable à la fin de chaque exercice. En outre, l'émetteur serait tenu de déposer les documents suivants auprès des autorités en valeurs mobilières :

¹ Se reporter au projet de *Règlement 52-111 sur les rapports sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière et à l'Instruction générale relative au Règlement 52-111 sur les rapports sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.*

- un rapport dans lequel la direction expose son appréciation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de l'émetteur;
- un rapport du vérificateur de l'émetteur établi conformément à la norme relative aux missions de vérification du contrôle interne de l'ICCA.

On se reportera au règlement sur le contrôle interne pour obtenir une description complète des obligations proposées en matière de contrôle interne.

État de la situation

Consultation

Au cours des derniers mois, nous avons mené une vaste consultation sur le règlement sur le contrôle interne, notamment au moyen de forums de discussion tenus à Vancouver, à Calgary et à Toronto. Nous avons ainsi été en mesure de consulter des intervenants des plus variés, notamment des émetteurs assujettis, des cabinets de vérification et des conseillers juridiques d'émetteurs assujettis, des consultants en contrôle interne et des regroupements d'investisseurs.

Événements récents aux États-Unis

Le 2 mars 2005, la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la SEC) a reporté la date d'entrée en vigueur des règles mettant en œuvre l'article 404 pour les émetteurs inscrits auprès de la SEC qui ne se prévalent pas du régime d'examen accéléré (*non-accelerated filers*) ou qui sont des émetteurs privés étrangers (*foreign private issuers*). Désormais, ces émetteurs sont donc tenus de se conformer aux règles mettant en œuvre l'article 404 pour les exercices se terminant le 15 juillet 2006 ou à une date ultérieure. On peut consulter le communiqué de la SEC annonçant le report de la date d'entrée en vigueur sur son site Web, à l'adresse suivante : <http://www.sec.gov/rules/final/33-8545.htm>.

Le 13 avril 2005, la SEC a organisé une table ronde sur la mise en application des règles mettant en œuvre l'article 404. À la suite de ces discussions, la SEC et le Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB) ont publié d'autres directives en cette matière le 16 mai 2005. On peut consulter les directives paraissant sur le site Web de la SEC et du PCAOB grâce aux liens suivants :

- <http://www.sec.gov/news/press/2005-74.htm>;
- <http://www.sec.gov/info/accountants/staffreporting.pdf>;
- http://www.pcaobus.org/Rules/Docket_008/2005-05-16_Release_2005-009.pdf;
- http://www.pcaobus.org/Standards/Staff_Questions_and_Answers/2005/05-16.pdf.

En janvier 2005, le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) a mis sur pied un groupe de travail ayant pour mandat de donner des directives aux petites entreprises concernant la mise en place du cadre de contrôle interne du COSO publié en 1992. À notre connaissance, le groupe de travail prévoit publier ces directives sous forme d'exposé-sondage en août 2005.

Examen des mémoires

Nous avons reçu 64 mémoires au sujet du règlement sur le contrôle interne au cours de la période de consultation. Nous examinons actuellement les commentaires reçus et remercions les intervenants de leur participation. Il est possible de consulter les mémoires à l'adresse suivante :

- http://www.osc.gov.on.ca/Regulation/Rulemaking/Current/Part5/Comments/52-111/com_52-111_index.jsp.

Obligations actuelles d'attestation

Nous rappelons aux émetteurs qu'ils sont assujettis aux obligations prévues par le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* (le

« règlement sur l'attestation en vigueur») étant donné que ce règlement est déjà en vigueur. On se reportera au règlement sur l'attestation en vigueur pour connaître les attestations requises.

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser à :

Autorité des marchés financiers

Sylvie Anctil-Bavas
Responsable de l'expertise comptable
(514) 395-0558, poste 4373
sylvie.anctil-bavas@lautorite.qc.ca

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

John Carchrae
Chief Accountant
(416) 593-8221
jcarchrae@osc.gov.on.ca

Lisa Enright
Senior Accountant, Corporate Finance
(416) 593-3686
lenright@osc.gov.on.ca

Daniela Follegot
Legal Counsel, Corporate Finance
(416) 593-8129
dfollegot@osc.gov.on.ca

Jo-Anne Matear
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
(416) 593-2323
jmatear@osc.gov.on.ca

Mark Pinch
Accountant, Corporate Finance
(416) 593-8057
mpinch@osc.gov.on.ca

Alberta Securities Commission

Kari Horn
Acting General Counsel
(403) 297-4698
kari.horn@seccom.ab.ca

Fred Snell
Chief Accountant
(403) 297-6553
fred.snell@seccom.ab.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

Bob Bouchard
Director, Corporate Finance
(204) 945-2555
bbouchard@gov.mb.ca

Le 29 juillet 2005

CANADIAN SECURITIES ADMINISTRATORS NOTICE 52-310

REGARDING PROPOSED TIMING OF

PROPOSED REGULATION 52-111 RESPECTING REPORTING ON INTERNAL CONTROL OVER FINANCIAL REPORTING AND POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-111 RESPECTING REPORTING ON INTERNAL CONTROL OVER FINANCIAL REPORTING

On February 4, 2005, we, the securities regulatory authorities in every Canadian jurisdiction other than British Columbia, published for comment a proposed regulation regarding reporting on internal control over financial reporting (the Proposed Internal Control Regulation).¹

The comment period on the Proposed Internal Control Regulation expired on June 30, 2005.

Proposed project timeline

Under the Proposed Internal Control Regulation, as it was published for comment, internal control reporting requirements would be phased in over four years, beginning with financial years ending on or after June 30, 2006.

We propose to extend the timeline for our internal control reporting project in order to:

- allow us sufficient time to assess the potential impact of the developments in the U.S. discussed below on the Proposed Internal Control Regulation;
- consider the many submissions from commenters on the Proposed Internal Control Regulation; and
- respond to concerns from issuers and their advisors regarding our proposed timeline.

As a result, we propose that the *earliest* an internal control reporting regulation would apply is in respect of financial years ending on or after June 30, 2007. We will continue to update market participants on project developments and our timeline.

Background

Proposed internal control reporting requirements

The Proposed Internal Control Regulation, as it was published for comment, is substantially similar to the requirements of the rules implementing section 404 of the *Sarbanes-Oxley Act of 2002* (the Sox 404 Rules).

Under the Proposed Internal Control Regulation, management of an issuer would be required to evaluate the effectiveness of the issuer's internal control over financial reporting, as at the end of the issuer's financial year, against a suitable control framework. In addition, the issuer would be required to file the following with the securities regulatory authorities:

- a report of management that describes management's assessment of the effectiveness of the issuer's internal control over financial reporting; and

¹ Please see proposed *Regulation 52-111 respecting Reporting on Internal Control over Financial Reporting* and *Policy Statement to Regulation 52-111 respecting Reporting on Internal Control over Financial Reporting*.

- a report of the issuer's auditor prepared in accordance with the CICA's auditing standard for internal control audit engagements.

Please refer to the Proposed Internal Control Regulation for a complete description of the proposed internal control reporting requirements.

Project update

Consultation activities

Over the last several months, we have actively solicited feedback on the Proposed Internal Control Regulation, including in discussion forums held in Vancouver, Calgary and Toronto. In doing so, we have consulted with a wide range of groups, including reporting issuers, audit firms and legal advisers to reporting issuers, internal control consultants and investor groups.

Developments in the US

On March 2, 2005, the US Securities and Exchange Commission (the SEC) extended the compliance date of the Sox 404 Rules for SEC registrants that qualify as non-accelerated filers or foreign private issuers. As a result, non-accelerated filers and foreign private issuers now are required to comply with the Sox 404 Rules beginning with financial years ending on or after July 15, 2006. The SEC release announcing the extension of the compliance date can be found on the SEC's website at <http://www.sec.gov/rules/final/33-8545.htm>.

The SEC held a roundtable discussion on the implementation of the Sox 404 Rules on April 13, 2005. As a result of those discussions, additional guidance from the SEC and the Public Company Accounting Oversight Board (the PCAOB) on the implementation of the Sox 404 Rules was published on May 16, 2005. The guidance can be found on the SEC's website and the PCAOB's website at the following links:

- <http://www.sec.gov/news/press/2005-74.htm>;
- <http://www.sec.gov/info/accountants/stafficreporting.pdf>;
- http://www.pcaobus.org/Rules/Docket_008/2005-05-16_Release_2005-009.pdf; and
- http://www.pcaobus.org/Standards/Staff_Questions_and_Answers/2005/05-16.pdf.

In January 2005, the Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) convened a task force to provide guidance for small businesses with respect to the implementation of COSO's internal control framework published in 1992. We understand that the task force plans to issue an exposure draft of this guidance in August 2005.

Review of comment letters

We received 64 comment letters on the Proposed Internal Control Regulation during the comment period. We are in the process of reviewing these comment letters and we thank the commenters for their submissions. Copies of the comment letters placed in our public file can be found on the Ontario Securities Commission's website at:

- http://www.osc.gov.on.ca/Regulation/Rulemaking/Current/Part5/Comments/52-111/com_52-111_index.jsp.

Current certification requirements

We remind issuers of their obligations under *Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings* (the Current Certification Regulation), as that regulation is currently in force. Please refer to the Current Certification Regulation for the required certifications.

Questions

Please refer your questions to any of:

Autorité des marchés financiers

Sylvie Anctil-Bavas
Responsable de l'expertise comptable
(514) 395 0558, poste 4373
sylvie.anctil-bavas@lautorite.qc.ca

Ontario Securities Commission

John Carchrae
Chief Accountant
(416) 593 8221
jcarchrae@osc.gov.on.ca

Lisa Enright
Senior Accountant, Corporate Finance
(416) 593 3686
lenright@osc.gov.on.ca

Daniela Follegot
Legal Counsel, Corporate Finance
(416) 593 8129
dfollegot@osc.gov.on.ca

Jo-Anne Matear
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
(416) 593 2323
jmatear@osc.gov.on.ca

Mark Pinch
Accountant, Corporate Finance
(416) 593 8057
mpinch@osc.gov.on.ca

Alberta Securities Commission

Kari Horn
Acting General Counsel
(403) 297 4698
kari.horn@seccom.ab.ca

Fred Snell
Chief Accountant
(403) 297 6553
fred.snell@seccom.ab.ca

Manitoba Securities Commission

Bob Bouchard
Director, Corporate Finance
(204) 945 2555
bbouchard@gov.mb.ca

July 29, 2005